

LE TEMPS

26.11.2017, Virginie Montmarin

La Suisse inflexible sur le dossier du glyphosate

Les Etats de l'Union européenne doivent de nouveau voter le lundi 27 novembre sur le renouvellement de la licence de l'herbicide controversé. De leur côté, les autorités helvétiques paraissent s'exonérer du débat

Faut-il renouveler ou non l'autorisation de commercialisation du glyphosate, l'herbicide le plus vendu au monde, soupçonné d'être cancérigène? Cela fait des mois que la question agite les Etats membres de l'Union européenne, incapables de se mettre d'accord sur le sort à réserver à cette substance, dont la licence arrive à échéance le 15 décembre.

Pendant ce temps-là, en Suisse, on reste droit dans ses bottes: sans attendre le résultat du prochain vote européen, attendu ce lundi 27 novembre à Bruxelles, le Conseil fédéral s'est déclaré opposé à une interdiction du glyphosate, jugé inoffensif pour la santé. Cette intransigeance agace les écologistes comme les organisations de consommateurs.

Le gouvernement a balayé le jeudi 16 novembre l'idée d'un moratoire sur l'utilisation du glyphosate en Suisse, demandé par le groupe des Verts dans une motion au Conseil national. Une position qui s'appuie notamment sur les résultats préliminaires du programme de monitoring des denrées alimentaires initié en 2016 par l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV), afin d'évaluer l'exposition de la population suisse au glyphosate.

Bien que des résidus de l'herbicide aient été retrouvés dans 40% des produits étudiés, les autorités jugent que les quantités représentées sont trop faibles pour menacer la santé des consommateurs. Selon l'un des chiffres avancés, il faudrait manger quotidiennement plus de 70 kilogrammes du produit le plus contaminé (les pâtes) pour souffrir d'effets secondaires... une quantité bien entendu irréaliste.

Exposition chronique

«La manière dont le Conseil fédéral lit l'étude de l'OSAV est biaisée, réagit Zeynep Ersan Berdoz, la directrice du magazine de défense des consommateurs *Bon à savoir*. La question n'est pas de savoir à partir de quel stade le glyphosate devient toxique de manière aiguë. Nous consommons de nombreux pesticides par le biais de notre alimentation, comme le montrent nos tests de produits. C'est l'accumulation de petites doses de ces substances de manière chronique, tout au long de la journée et année après année, ainsi que les éventuelles interactions entre les différents produits qui posent problème.»

Les sept Sages mettent aussi en avant les nombreuses évaluations menées depuis 2015 par des organismes reconnus comme le JMPR (Joint FAO/WHO Meeting on Pesticide Residues), l'ECHA (Agence européenne des produits chimiques) ou encore l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments), qui ont conclu à la non-dangereuse du glyphosate. «La Suisse prend en considération les évaluations de ces autorités et peut décider de suspendre un produit si un risque est identifié, que ce soit pour l'environnement ou pour la santé humaine. Mais ce n'est pas le cas pour le glyphosate», indique Olivier Félix, responsable du secteur Protection durable des végétaux à l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG).

«Cancérogène probable»

Ces conclusions rassurantes tranchent cependant avec le classement du glyphosate comme «cancérogène probable» en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), un organe de l'OMS. Par ailleurs, l'EFSA et l'ECHA ont fait l'objet de critiques de la part des ONG pour leur collusion supposée avec l'industrie, dont le géant agrochimique Monsanto, qui commercialise le célèbre Roundup, à base de glyphosate.

Plan de sortie progressive

Cette confiance peut surprendre. «La Suisse fait preuve de beaucoup de conservatisme par rapport à certains pays européens, se désolent la conseillère nationale verte vaudoise Adèle Thorens. Les puissants intérêts de l'industrie chimique dans notre pays ne créent pas un contexte favorable au développement de l'agro-écologie. Cette transition vers une production alimentaire plus respectueuse de l'environnement est pourtant une nécessité pour protéger notre santé mais aussi les sols et la ressource en eau.» La Verte précise que son groupe va demander la mise en œuvre en Suisse d'un plan de sortie progressive du glyphosate, à l'image de celui sur lequel le gouvernement français a annoncé être en train de travailler. Cette approche laisserait un délai aux agriculteurs et autres utilisateurs de l'herbicide pour adopter des techniques alternatives.

Par le passé, la Suisse a réagi plutôt rapidement aux décisions de l'UE sur les pesticides. Ainsi en 2013, trois néonicotinoïdes suspectés d'entraîner la mort des abeilles ont été suspendus en Suisse quelques mois seulement après la mise en place d'un moratoire similaire au niveau européen. Dans le cas du glyphosate, il est encore difficile de déterminer quelle sera la décision de l'UE. «Un non-renouvellement de son autorisation, alors qu'aucun risque n'a été formellement identifié, constituerait du jamais-vu», estime Olivier Félix, qui n'écarte pas pour autant cette possibilité.
